

# Au PS, l'incompréhension grandit entre ailes wallonne et bruxelloise

■ Le refinancement de Bruxelles a accru les difficultés de la Région wallonne, pensent certains élus.

**M**ercredi 10 février, le magasin Ikea de Mons est inauguré dans la liesse, en présence du bourgmestre Elio Di Rupo, aussi président du Parti socialiste. Exposé aux critiques des commerçants montois, qui voient dans le mastodonte suédois un concurrent déloyal, Nicolas Martin, premier échevin et député wallon PS, dédramatise: *"Je ne pense pas que ça va créer des difficultés réelles pour le centre-ville. Aujourd'hui, énormément de Montois vont déjà chez Ikea, mais à Anderlecht 40% du chiffre d'affaires du magasin d'Anderlecht est réalisé par des Hennuyers. Je préfère que les Hennuyers viennent dépenser leur argent à Mons plutôt que dans des régions extérieures."*

Bruxelles ramenée au rang de "région extérieure"? Certains socialistes, dans la capitale, ont sursauté. Nicolas Martin n'a pas parlé par étourderie. En octobre 2015, il a cosigné avec les députés socialistes Christophe Collignon et Pierre-Yves Dermagne un manifeste en faveur d'une plus grande autonomie wallonne. Mais, davantage qu'un regain de l'idéologie régionaliste, ses paroles, lors de l'ouverture de l'Ikea montois, illustrent une évolution inexorable: les deux régions à majorité francophone sont devenues des concurrentes. *"Les intérêts divergent. Ce qui est bon pour Bruxelles ne l'est pas toujours pour la Wallonie, et vice-versa"*, résume un cadre du PS.

Si cette tension déteint sur tous les partis, elle s'exprime de façon aiguë au PS, première formation francophone. Entre les ailes wallonne et bruxelloise du parti, un brouillard d'incompréhension se développe. La situation est d'autant plus périlleuse qu'elle met en jeu la crédibilité des socialistes en tant que force gestionnaire. Détenteur des trois postes de ministres-présidents (Paul Magnette

en Wallonie, Rudy Vervoort à Bruxelles, Rudy Demotte à la Communauté française), le PS a tout à perdre en cas de tiraillement entre les trois gouvernements.

Des élus wallons n'ont pas compris que l'exécutif bruxellois avance en solo sur son projet de réforme fiscale, dévoilé en octobre. A l'inverse, la décision du ministre wallon Paul Furlan de supprimer la case de tête aux prochaines élections communales a été annoncée sans discussion préalable au bureau du PS. *"C'est le fait régional et il faut l'assumer. Mais c'est le genre de dossier qui peut onduler vers d'autres niveaux de pouvoir. Ne fallait-il pas se concerter?"*, interroge un socialiste bruxellois. Autre exemple: quand Paul Magnette, en décembre 2014, invite la Commission européenne à s'étendre en Wallonie, le message est perçu comme une

agression par certains Bruxellois. Dans un registre différent, le fait qu'aucun ministre bruxellois n'était présent à la réception officielle des fêtes de Wallonie a été interprété comme du dédain.

## Agacement

*"Je constate chez certains collègues wallons un peu d'agacement vis-à-vis des Bruxellois"*, relève un député. Le constat est partagé à diverses sources. Les motifs du malaise sont, en revanche, difficiles à cerner. Ici et là, on évoque le supposé "nombrilisme" des Bruxellois. *"Il n'y a jamais assez de moyens pour Bruxelles, jamais assez de prise en compte de leurs soucis."*

Plus que des sujets de discorde précis, c'est un éloignement général qui semble à l'œuvre. De façon paradoxale, il survient au moment où les points de vue

tendent à se rapprocher sur les questions d'interculturalité et de sécurité, qui divisent habituellement Wallons et Bruxellois. Qu'il s'agisse du voile islamique ou de la présence de militaires en rue, les débats internes restent vifs, mais ils ne relèvent plus d'une fracture régionale.

## Reconnaissance

La sixième réforme de l'Etat favorise aussi les crispations. Car le seul acquis que les francophones en ont retiré – le refinancement de la Région bruxelloise – contribue par ailleurs à compliquer la vie des institutions wallonnes. Du moins est-ce la lecture que font certains députés wallons, de plus en plus inquiets au vu des efforts budgétaires conséquents imposés au gouvernement de Namur. *"Certains socialistes wallons se disent aujourd'hui: mince, sans le refinancement de Bruxelles, on n'aurait pas dû faire toutes ces économies"*, indique Laurette Onkelinx,

chefe de file du PS bruxellois. *"C'est vrai. D'ailleurs, on est très reconnaissants vis-à-vis des Wallons. On sait que s'il n'y avait pas eu d'unité de vue au PS, jamais on n'aurait eu ça pour Bruxelles. Mais, d'un autre côté, sans le refinancement, Bruxelles était en faillite complète. Malgré le refinancement, on ne peut toujours pas faire la même chose que la Wallonie. Ce magnifique Plan Marshall, mettre autant de moyens pour le développement économique, pour nous, c'est impossible."*

François Brabant

**La situation est périlleuse, car elle met en jeu la crédibilité des socialistes en tant que force gestionnaire.**

## Hypothèse

### Après Elio Di Rupo, une présidence bicéphale pour le PS?

**Régions.** Le scénario ne circule encore qu'à voix basse, mais au sein du Parti socialiste, certains se disent convaincus qu'Elio Di Rupo sera le dernier à exercer la présidence sous sa forme actuelle. A en croire ceux-là, le mode de direction du parti serait voué à évoluer, pour mieux correspondre à l'affirmation de plus en plus nette des Régions wallonne et bruxelloise. Vers quel modèle? Il est question d'une présidence bicéphale, où une personnalité wallonne et une personnalité bruxelloise prendraient en duo les décisions stratégiques. *"Ce serait non seulement un schéma fort, mais l'option la plus profitable pour la remise sur rail de l'ensemble du parti"*, confie un socialiste.

**Vulnérables.** Des actuels dirigeants du PS, Elio Di Rupo est l'un des plus soucieux de maintenir l'unité francophone. Son attitude découle de sa fonction de président de parti, mais aussi d'une conviction profonde. A la différence d'un Jean-Claude Marcourt, et même d'un Paul Magnette, ou d'une Laurette Onkelinx, il considère l'accroissement de l'autonomie régionale comme une erreur stratégique majeure, qui risque d'appauvrir les Wallons et les Bruxellois, et de les rendre vulnérables face à la pression nationaliste flamande. F.B.